

Conférence synthèse du 3^e Symposium de recherche sur la famille

Jean-Pierre LAMOUREUX
secrétaire général du Conseil de la famille

Au moment où s'achève ce 3^e Symposium de recherche sur la famille au Québec, j'ai la chance de pouvoir prendre la parole en remplacement de la conférencière qui devait faire ressortir quelques grandes questions de recherche sur la famille glanées au cours des différentes activités de ces trois journées.

Je le ferai toutefois avec une certaine liberté, vous le comprendrez, puisque l'on m'a demandé ce service depuis fort peu de temps. Cela me donne une marge de manœuvre pour m'exprimer sur ce que j'ai entendu, mais aussi pour le faire à partir du point de vue privilégié d'observation qui est le mien, celui du Conseil de la famille. Ainsi, les propos dont je vous entretiendrai seront surtout basés sur mes perceptions; ils n'ont aucune prétention scientifique ni de prétention d'exhaustivité.

Je dirai d'abord que ce 3^e Symposium a été marqué par trois grandes émergences :

- la communication dans les familles,
- les initiatives du mouvement familial,
- le modèle de partenariat qui va assurer la viabilité de la recherche sur la famille.

Dès le départ, dans une allocution qui alliait l'humour, la profondeur et la provocation, M. Jacques Dufresne nous a entretenus du paradoxe qui veut que plus on développe les nouvelles technologies de l'information, plus on doit s'isoler pour les utiliser. Plus on a de

moyens de communication, moins on réussit à se rejoindre, semble-t-il. Les familles ne sont pas exemptes de cette expérience. Bien plus, M. Dufresne nous a sensibilisés à la liberté dans la famille. La liberté d'indifférence sévit trop dans notre société, elle crée trop de droits sans les obligations, elle aplanit le jugement et rend égales toutes les situations.

J'interprète ainsi le message de M. Dufresne comme un plaidoyer pour la mise de l'avant de valeurs pour l'exercice du jugement, pour la sauvegarde des véritables communications et pour une intervention éclairée auprès des familles, car notre société a besoin de sens, de rapports humains plus satisfaisants et plus conviviaux.

Or, c'est à ce besoin fondamental que tentent de répondre la majorité des projets et des initiatives prises par les groupes familiaux. On a pu le constater au cours de la journée d'hier. Plusieurs recherches et plusieurs constatations des organismes de parents montrent comment ceux-ci sont isolés, souffrent de solitude, manquent d'information sur les ressources disponibles et négligent les communications entre pairs. Beaucoup de leurs comportements s'expliquent par ces lacunes de communication.

En fait, j'ai agréablement constaté que le mouvement familial avait pris sa place au cours de ce Symposium par le nombre et la qualité de ses présentations. Celles-ci nous ont révélé, malgré les multiples caractéristiques changeantes de la famille, qu'il restait une réalité incontournable : la responsabilité des parents. Elle leur est assignée et ils veulent l'exercer au service de garde, à l'école, à la maison, comme citoyens et comme travailleurs. Aussi, on entreprend, par des activités simples, l'élévation du sentiment de compétence chez les parents, le rehaussement des habiletés éducatives, l'augmentation de l'implication des pères. On les amène à s'approprier leur pouvoir de parents.

C'est que la prévention en matière familiale se concrétise par la mise en place de l'entraide, par la stimulation, par la tenue de lieux de rencontre, par la livraison d'informations adaptées. En quelque sorte, il faut former les parents si on veut renforcer la ressource qu'ils constituent auprès des enfants et d'eux-mêmes. Sinon, ils ne joueront pas leur rôle.

Pourtant, on nous l'a dit, ces activités de prévention se financent bien mal. La prévention s'organise à partir de sommes dégagées des subventions qu'on a obtenues pour des projets spécifiques, à partir du bénévolat et à partir de la concertation avec des établissements ou avec d'autres ressources.

Ce partenariat qui caractérise les actions communautaires gagne également les projets de recherche et d'intervention. Dans les communications scientifiques, et plus particulièrement au cours des laboratoires d'appropriation, on a pu se renseigner sur plusieurs formes de partenariat qui deviennent la marque de commerce pour une bonne adaptation des ressources professionnelles aux besoins des familles et de leurs membres. C'est du côté des recherches-actions qu'il y a le plus de développements actuellement, et c'est heureux qu'il en soit ainsi, car elles offrent de meilleurs éclairages pour dessiner une intervention appropriée. C'est aussi dans cette ligne de pensée qu'on a interrogé à plusieurs reprises la lourdeur, la rigidité des processus ou la judiciarisation des interventions auprès de la famille, interventions qui deviennent ainsi contre-productives et coûteuses.

Communication, convivialité communautaire, partenariat... me semblent donc ressortir clairement des présentations de ce Symposium. Ces caractéristiques s'ajoutent à des touches et à des évocations nouvelles pour moi dans les Symposiums de recherche sur la famille. C'est au cours de ce 3^e que j'ai pu entendre parler de cohésion familiale, d'engagement émotif auprès de la personne conjointe, de bonheur avec les enfants, de la sérénité requise pour être parent, du fait que certains modèles familiaux sont plus propices que d'autres pour élever des enfants, des attitudes à privilégier, de valeurs à affirmer, de l'exercice de la paternité nécessaire à l'équilibre des enfants... C'est un langage nouveau qui commence à émerger dans ces rencontres savantes et il faut sans doute s'en réjouir.

À mon sens, la réalité familiale ne devrait pas commander seulement un discours teinté par les faiblesses des familles, la violence, les abus, les ruptures, la misère et la pauvreté, les difficultés avec les adolescents... Non, le défi que posent les réalités familiales d'aujourd'hui aux parents et aux enfants, c'est d'apprendre à vivre ensemble. Si on réussit à mieux le faire en famille, on réussira à mieux le faire aussi dans notre société québécoise qui en a bien besoin !

En deuxième partie de mes propos, je dirai que les objectifs véhiculés depuis six ans par le Conseil de développement de la recherche sur la famille, basé à Trois-Rivières, porte des « fruits ». De plus en plus, on comprend mieux la famille. Les chercheurs, les intervenants professionnels et communautaires, les gestionnaires publics, les parents, les jeunes... ont été invités à profiter de cadres de recherche et de lieux de discussions pour examiner et échanger sur les différentes facettes, les stades de développement, les réalités nouvelles, les phénomènes qui s'interinfluencent autour de la vie familiale.

Le succès de participation aux trois symposiums ne ment pas. Il y a maintenant une matière abondante, un lieu de rencontre convenu, une masse significative de chercheurs dans le domaine familial, des programmes de soutien à la recherche, des gestionnaires et des parents qui sont capables de formuler des attentes et d'utiliser des résultats.

Sous l'influence des symposiums de recherche et de la synergie dégagée, des partenaires naturels ont appris à se parler et à échanger des points de vue féconds pour les uns et les autres. Le Conseil de développement de la recherche sur la famille a créé lui-même un modèle de partenariat qui fait école en faisant travailler ensemble, de façon délibérément pédagogique, les trois groupes que forment les chercheurs, les organismes subventionnaires et gouvernementaux et les représentants des groupes familiaux.

Des organismes gouvernementaux, comme le Secrétariat à la famille, ont emboîté le pas en mettant sur pied, par exemple, le Fonds famille, où des formules innovatrices ont pu être expérimentées à de très faibles coûts, grâce au partenariat « obligatoire ». Certaines conditions, jugées au départ contraignantes, se sont révélées des atouts pour amorcer le renouvellement des types d'intervention.

Le Fonds FCAR, pour sa part, a créé un programme concerté de recherche sur la famille qui a notamment permis d'assurer une permanence au Conseil de développement de la recherche sur la famille. Le CQRS, quant à lui, a accepté de subventionner plusieurs projets de recherche ou de fonctionnement d'équipes qui ont la famille pour objet. En lien avec les objectifs de la réforme de la santé et des services sociaux, le CQRS permet qu'on examine les rôles attendus de la famille dans la mouvance qui la caractérise.

Répondant au vœu exprimé souventes fois, notamment par les représentants gouvernementaux, les conclusions des recherches peuvent de mieux en mieux éclairer les situations familiales en vue d'une meilleure prise de décision et d'une révision des programmes d'intervention pour les rendre plus conformes aux forces et aux faiblesses des familles. Les développements qui se font dans le réseau des CPEJ sont à cet égard très prometteurs.

Aux vives discussions sur la définition de la famille dans les années 1984-1985 ont succédé une multitude de préoccupations. Elles sont à la fois larges, comme la conciliation du monde du travail avec les responsabilités familiales ou comme l'influence de la pauvreté sur la santé mentale des familles et l'éducation des enfants. Elles peuvent être à la fois très circonscrites, comme l'adoption internationale ou comme l'effet des loisirs sur la cohésion familiale. Il n'y a plus de

sujets tabous, on explore toutes les facettes de la vie familiale. Le chantier est ouvert et les découvertes sont emballantes. On commence même, dans certains milieux, à « s'invectiver », à se traiter de familialistes, de féministes, d'interventionnistes, de constructivistes, de systémistes, d'autonomistes... C'est un signe des temps qui ne trompe pas. C'est un signe de vitalité et de santé.

On s'aperçoit que toute la société est concernée par la famille et que toutes les familles sont concernées par toutes les manifestations de la vie collective et sociale.

La recherche sur la famille, telle qu'on la développe au Québec, accumule donc actuellement suffisamment de matière intéressante et exploitable pour donner lieu à des programmes de formation, à la fois intégrée et appliquée aux différentes professions, à la fois comme donnée de base dans tout programme d'apprentissage social, et à la fois étudiée comme objet propre.

Pour meubler ce champ de formation, il faudrait évidemment consolider, rendre permanents et augmenter les programmes de soutien financier à la recherche sur la famille. La production du savoir s'avère essentielle, tant les réalités familiales, longtemps négligées par la recherche, ont besoin de mises à jour.

Le momentum est d'ailleurs excellent puisque ce déploiement de la recherche est conjugué au renforcement du mouvement familial, à l'action du Conseil de la famille, avec son exploration des différentes composantes du Penser et agir famille, et à celle du Secrétariat à la famille avec les Plans d'action dont le dernier intègre tous les milieux concernés par la politique familiale. Il s'accompagne des activités de réflexion régionales et nationales, qui ont eu lieu à l'occasion de l'Année internationale de la famille, et de la prise de parole des parents qui ont montré leur attachement à l'institution familiale au cours des Commissions sur l'avenir du Québec. Tout cela fait de la famille une réalité mieux cernée, mieux connue, plus intéressante et plus sympathique pour toute la population.

Paradoxalement, au même moment, je dirais que la situation familiale n'est pas assez prise en compte. Dans le discours politique, bien sûr, on aimerait en entendre parler davantage. Mais on n'abordera pas cet aspect aujourd'hui.

Dans le discours public et le langage administratif, on évoque la famille, mais en quels termes? À titre d'exemple, on met de l'avant des objectifs d'autonomie des milieux, des projets de décentralisation, de responsabilisation collective, de réorganisation sociale, de redéploiement des ressources... Ce discours, motivant en temps normal,

est culpabilisant en temps de difficultés socioéconomiques. Quand la réforme de la santé et des services sociaux promeut une meilleure prise en charge, par les communautés naturelles, des démunis, des enfants ou des personnes âgées, de quoi parle-t-on ? De qui parle-t-on ? Est-ce bien de la famille dont on vient de parler durant trois jours ? Et sur les épaules de qui, dans la famille, reposera le succès de ce retour aux sources ?

Quand on évoque la responsabilisation des parents pour l'éducation scolaire, pour les services de garde, pour le financement des études supérieures, pour le maintien à domicile accentué par le virage ambulatoire... on mobilise la force du milieu familial. Mais de quelles familles parle-t-on ? Tenons-nous compte du désarroi, de la pauvreté, du manque de temps, du manque de support des parents ? Notre connaissance des situations familiales sert-elle à jauger cette ressource naturelle que l'on cherche à valoriser et à mobiliser ? Trop peu en ce moment !

L'évaluation des programmes d'intervention au gouvernement est menaçante car elle fait ressortir le coût des services déjà assumés par les familles, mais qui ne sont pas comptabilisés. Comme il est difficile de quantifier les ressources requises, on en profite pour économiser au détriment des familles. En fait, il y a actuellement des facteurs structurants qui commandent la réorganisation des ressources collectives. Malheureusement, ce ne sont pas les connaissances acquises sur les familles qui dominent dans ces facteurs. Ce sont les impératifs économiques.

Il faudrait donc que les recherches répondent à la nécessité de produire les connaissances les plus précises possibles et permettent d'allier le qualitatif avec les données quantitatives. Il faut de solides informations sur la famille pour qu'on la considère comme elle est, non pas surévaluée quand on veut être opportuniste ou sous-évaluée quand on veut être corporatiste.

Ce commentaire vaut pour les ministères centraux mais aussi pour les organismes locaux ou régionaux. Il faut souhaiter, en effet, que la majeure partie des sommes allouées pour la recherche soit décentralisée et investie dans les milieux, le plus près possible des clientèles et des intervenants, là où il y a le meilleur espoir de marquer des points pour améliorer le sort des familles ou prévenir les problèmes.

De plus, il faut que les informations sur la famille circulent, et là, nous avons tous un rôle à jouer. Heureusement, des activités de transfert des connaissances, des partenariats, des bulletins de liaison sont en train de prendre forme pour faire connaître les chercheurs et leurs travaux, diffuser les résultats des recherches et les rendre accessibles,

à la fois auprès des gestionnaires et des décideurs politiques, à la fois auprès des associations familiales, à la fois auprès des intervenants professionnels et communautaires.

* * *

Toutes les études convergent pour que l'on soutienne mieux les familles et en particulier les parents qui les assument, pour que l'on renforce les milieux communautaires d'animation et d'intervention, pour que l'on travaille différemment.

Conséquemment, j'identifie les priorités suivantes pour le développement de la recherche sur la famille au Québec ; ce sont des priorités qui nous permettraient d'améliorer le mieux-vivre des familles, de soutenir les initiatives du mouvement familial et de propager le partenariat :

- une consolidation des programmes d'aide financière à la recherche sur la famille en privilégiant les partenariats,
- un renforcement, par divers moyens, des activités de diffusion et de transfert des connaissances sur la famille,
- le développement de programmes d'enseignement sur la famille, notamment au collège et à l'université,
- la promotion des recherches-actions pour une meilleure prise de décision quant aux modèles d'intervention et quant à la valeur des services rendus par les familles.

En réalité, on sait ce que l'on devrait faire. L'exemple de certains pays qui nous ressemblent, comme la Suède, nous inspire et nous indique comment on devrait mieux soutenir les familles. La réalité socioéconomique et politique nous frappe cependant de plein fouet et l'aval administratif et politique n'est pas accordé. Les pratiques alternatives sont les plus prometteuses, encore que ce soient elles qui reçoivent le moins d'encouragement financier. Ici comme ailleurs, on donne aux riches et on prête aux pauvres ! C'est pourtant tout le tissu humain et social qu'il faut sauvegarder au Québec actuellement et seul le renforcement de la famille peut le permettre.

Je cite en terminant un extrait du rapport final du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille :

Au sortir de l'Année internationale de la famille, l'urgence de se solidariser autour des familles apparaît dorénavant comme un enjeu social incontournable. Au cœur de celles-ci, il y a des adultes et des jeunes, des parents et des enfants. Leurs trajectoires sont multiples, leur appartenance ethnoculturelle et linguistique diversifiée, comme le sont aussi leurs référents face aux valeurs que porte le projet familial. Ces familles sont inscrites dans des tissus urbains ou ruraux au sein desquels des réseaux plus ou moins solides jouent des rôles multiples. Leur vulnérabilité est

souvent liée à la crise des valeurs qui traverse notre société. En effet, la prédominance du discours économique, de la concurrence et de la compétitivité qui s'exprime par les choix financiers et budgétaires pris par les gouvernements à tous les niveaux, les politiques de gestion des ressources humaines et la diminution des services publics ne doivent pas fragiliser davantage les familles, car une telle stratégie ne saurait être porteuse d'avenir.

Je crois que ces propos peuvent inspirer et motiver tous ceux et toutes celles qui ont à cœur la famille et qui voudraient en éclairer les forces et les faiblesses.